

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 Beauvais

Beauvais, le 05 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GIMA

41 AVENUE BLAISE PASCAL
BP 60223
60000 Beauvais

Références : IC-R/0007/24-AC
Code AIOT : 0005100886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement GIMA implanté 41 avenue Blaise PASCAL BP 60223 60000 Beauvais. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GIMA
- 41 avenue Blaise PASCAL BP 60223 60000 Beauvais
- Code AIOT : 0005100886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement GIMA réalise des activités de conception, fabrication et d'assemblage de

transmissions destinées aux tracteurs agricoles.

Les activités de la société GIMA sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral du 22 juillet 2008 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 décembre 2017.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action réactive « dépassement en légionelles »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dépassement en légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.2.b	Délai : 30 jours
2	Procédure suite à arrêt de la tour aéroréfrigérante	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1.c	Délai : 30 jours
3	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1	Délai : 30 jours

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réactive réalisée de manière inopinée avait pour but de contrôler les actions mises en place par l'exploitant suite à trois dépassements consécutifs constatés lors d'analyses en légionelles au niveau de la tour aéro-réfrigérante de la société. Ces dépassements étaient entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L.

Cette inspection a permis de constater que la tour était à l'arrêt depuis le 23 juin 2023. L'ensemble de ces analyses a donc été réalisé sur une tour pour laquelle aucune dispersion n'était réalisée.

L'exploitant a présenté les procédures en cas de dépassement et le carnet de suivi des installations. Il a été constaté que la procédure lors d'un dépassement entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L n'était pas conforme à l'arrêté ministériel. Il a été demandé à l'exploitant sous trente jours de compléter sa procédure et de présenter des procédures de gestion des périodes d'arrêt et de redémarrage de la tour conformes à la réglementation et permettant de gérer le risque de prolifération de légionelles. Il est également demandé dans ce même délai de fournir l'attestation de formation du personnel au risque légionellose datant de moins de 5 ans conformément à la réglementation.

Des traitements biocides ont été réalisés après chaque analyse, permettant de faire baisser la concentration en légionelles.

Suite à cette inspection, il est demandé un contrôle renforcé avec analyse tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dépassement en légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassement en légionelles
Prescription contrôlée : Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive. La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> est supérieure ou égale à 1000 UFC/L. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L.
Constats : La société GIMA est actuellement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2921 pour son site de Beauvais, et doit par conséquent appliquer l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par courrier électronique du 7 décembre 2023, l'inspection a été informée de trois résultats consécutifs en légionelles supérieurs ou égaux à 1 000 UFC/L et inférieurs à 100 000 UFC/L. Les résultats sont les suivants : 1er dépassement le 20 juillet 2023 : 68000 UFC/L 2ème dépassement le 20 septembre 2023 : 15000 UFC/L 3ème dépassement le 23 novembre 2023 : 2500 UFC/L Il est constaté que les mesures ont été réalisées de manière bimestrielles, malgré les cas de dépassement. Une inspection inopinée a été réalisée de manière réactive le 11 décembre 2023 pour contrôler les actions curatives mises en place par l'exploitant. Lors de cette inspection, l'exploitant a tout d'abord indiqué que la tour aéro-réfrigérante sujet des dépassements était à l'arrêt depuis juin 2023, ce qui empêche la dispersion de légionelles. La tour dispose d'un bac d'eau chaude enterré. Lors du fonctionnement de la TAR, l'eau est refroidie par le système aérien, puis renvoyée vers un bac d'eau froide pour être relancée au

niveau du banc d'essai automobile de la société. L'ensemble des mesures est réalisé sur le bac d'eau froide.

Lors des deux premiers dépassements en juillet et en septembre, l'exploitant a indiqué avoir réalisé des traitements biocides pour circonscrire le développement de légionelles. Ces traitements ont été réalisés dans le bac d'eau froide et ont permis de faire baisser la concentration de 68 000 UFC/L en juillet à 2 500 UFC/L en novembre. Cependant, la TAR étant à l'arrêt, l'exploitant suppose que le traitement n'a pas été parfaitement efficace en raison de la non circulation de l'eau et du traitement biocides qu'elle comprend dans l'ensemble de la tour.

L'exploitant a indiqué qu'à la troisième analyse fin novembre, la bac d'eau froide a été complètement vidangé, et un nouveau traitement biocide réalisé. Cette fois-ci, l'exploitant a relancé le circuit d'eau de la TAR pour que le traitement puisse faire effet sur l'ensemble du circuit d'eau.

Il a été demandé à l'exploitant les procédures internes à appliquer lors de dépassements en légionelles. L'exploitant a présenté les procédures pour un dépassement de plus de 100 000 UFC/L et pour un dépassement entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L.

La procédure de dépassement entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L n'est pas conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel concernant les différentes étapes de la procédure en cas de dépassement. En effet, l'article 3.7.2 détaille les actions à mener en cas de dépassement ponctuel, puis lors de deux dépassements consécutifs, et enfin après trois dépassements consécutifs. La procédure présentée et particulièrement le logigramme ne reprend pas l'entièreté de ces étapes et des actions à mener. Il conviendra également d'y faire apparaître les analyses à réaliser et les délais. En effet, il a été constaté comme indiqué supra que les fréquences de contrôle lors des dépassements étaient restées bimensuelles, alors qu'en cas de dépassement, la prescription stipule bien qu'un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport aux actions correctrices doit être respecté.

Non-conformité : la procédure de dépassement en légionelles entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L n'est pas conforme aux prescriptions de l'arrêté ministériel. L'exploitant transmettra la procédure corrigée sous trente jours.

Il a également été demandé le carnet de suivi de l'installation prévu à l'article 3.7.1.1.c de l'arrêté ministériel. Par courrier électronique du 11 décembre 2023, l'exploitant a transmis ce carnet. Il indique les différentes analyses réalisées et les actions menées sur la TAR.

Il a été rappelé à l'exploitant que des analyses doivent être effectuées tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L. Les résultats doivent être transmis à l'inspection dès réception.

Par courrier électronique du 18 décembre 2023, l'exploitant a indiqué que le laboratoire Euroffins a réalisé de nouveaux prélèvements le 14 décembre matin.

Enfin, l'exploitant a indiqué en séance que suite à ces dépassements, il pensait modifier ces procédures de mise à l'arrêt de la TAR en prévoyant une vidange totale de la tour pour éviter toute nouvelle prolifération.

Malgré les non-conformités constatées, l'inspection propose de ne pas mettre en demeure

l'exploitant compte tenu de l'absence de risque de dispersion de légionelles en dehors de la TAR (la TAR étant à l'arrêt depuis juin 2023).
Observations : Il a été rappelé à l'exploitant que des analyses doivent être effectuées tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L. Les résultats doivent être transmis à l'inspection dès réception.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Procédure suite à arrêt de la tour aéroréfrigérante

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de la TAR
Prescription contrôlée : c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : [...] <ul style="list-style-type: none"> – procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation : – suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ; – en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ; – en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ; – suite à un arrêt prolongé complet ; – suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant survenir sur l'installation ; Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service et de l'état de propreté de l'installation. [...]
Constats : Non-conformité : au vu des constats réalisés dans le précédent point de contrôle, il semblerait que les procédures de gestion d'arrêt de la tour et de redémarrage ne permettent pas de gérer

efficacement le risque de prolifération ou n'ont pas été correctement appliquées. Il est donc demandé à l'exploitant sous trente jours de présenter des procédures de gestion des périodes d'arrêt et de redémarrage de la tour conformes à la réglementation et permettant de gérer le risque de prolifération de légionelles.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

Constats :

Non-conformité : il est demandé à l'exploitant de fournir sous 30 jours l'attestation de formation du personnel au risque légionellose datant de moins de 5 ans conformément à l'article précité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites